

Questions orales

francophone qui comprend le Québec constitue la meilleure garantie de notre épanouissement.

* * *

L'ÉCONOMIE QUÉBÉCOISE

Mme Pauline Picard (Drummond, BQ): Monsieur le Président, hier, devant les commissaires industriels du Québec, le ministre des Finances du Canada a fait une prévision apocalyptique en affirmant que la souveraineté menace un million d'emplois au Québec. Insatisfait des estimations pas assez catastrophiques à son goût du chef du comité du non, le ministre des Finances en remet en multipliant par dix l'estimation de Daniel Johnson.

C'est inquiétant et inacceptable de voir le gestionnaire de l'énorme dette fédérale faire de telles déclarations irresponsables. Nous espérons que les prévisions économiques et budgétaires du ministre ne reposent pas sur des estimations tout aussi loufoques. On peut se poser la question puisque le ministre des Finances a reporté après la tenue du référendum son exposé sur la situation économique et budgétaire.

Que craint le ministre? A-t-il peur de rendre compte maintenant de sa gestion auprès des Québécoises et des Québécois?

* * *

[Traduction]

L'INDUSTRIE MINIÈRE

M. Darrel Stinson (Okanagan—Shuswap, Réf.): Monsieur le Président, les représentants de l'industrie minière et des collectivités minières sont à Ottawa dans le cadre de leur campagne «Les mines, une industrie à appuyer». Je leur souhaite la bienvenue.

Bien que les activités minières contribuent énormément à l'économie, la triste réalité c'est que, aujourd'hui, l'industrie minière canadienne est en sérieuse difficulté. En 1992, les dépenses de prospection se chiffraient à 385 millions de dollars, leur plus bas niveau depuis 1967. Même s'il y a eu une amélioration au cours des deux dernières années, ces dépenses n'atteindront que 675 millions de dollars cette année, bien en dessous des 800 millions de dollars généralement considérés comme le seuil nécessaire pour maintenir les réserves.

En tant que prospecteur et conseiller dans le domaine minier, je peux dire à la Chambre qu'il n'est pas facile de sortir les prospecteurs du bois. Il a fallu de nombreuses années de politiques gouvernementales mal orientées pour en arriver là. Il faut procéder à des modifications majeures.

Je demande à mes collègues de tendre une oreille sympathique aux représentants de la campagne «Les mines, une industrie à appuyer», pas seulement cette semaine, mais toute l'année.

[Français]

LES FRANCOPHONES HORS QUÉBEC

Mme Pierrette Ringuette-Maltais (Madawaska—Victoria, Lib.): Monsieur le Président, il était pour le moins paradoxal de voir hier la députée séparatiste de Rimouski—Témiscouata essayer de se faire du capital politique sur le dos des francophones hors Québec, elle qui n'a jamais manqué une occasion de les diminuer et d'attaquer leur crédibilité.

Le 14 mars dernier, elle déclarait à propos de l'Association des communautés francophones et acadienne, dans le cadre de l'émission *Ontario 30*, et je la cite: «Dans mon esprit, c'est très clair que la fédération s'est fait acheter.» Le lendemain, elle déclarait au quotidien *Le Devoir*, et je la cite encore: «Notre message aux francophones hors Québec est clair. Laissez-nous prendre notre décision, ne venez pas vous mêler de nos affaires.»

Les Québécois et les Québécoises ont à coeur la survie du français au Canada et ils ne laisseront pas le projet séparatiste menacer l'existence des communautés francophones hors Québec. Le 30 octobre prochain, le Québec dira non à l'abandon des francophones au Canada.

* * *

● (1415)

LES FRANCOPHONES HORS QUÉBEC

M. Raymond Bonin (Nickel Belt, Lib.): Monsieur le Président, hier, certains députés du Bloc québécois sont intervenus en cette Chambre afin de laisser croire que les francophones hors Québec seraient mieux protégés par un Québec souverain. La députée de Rimouski—Témiscouata a déclaré, et je la cite: «Le statu quo est intenable pour la survie et le développement du fait français en Amérique du Nord, et seul un Québec souverain nous permettra d'oeuvrer en ce sens.»

Je crois pertinent de rappeler à l'opposition officielle ainsi qu'aux centaines de milliers de francophones hors Québec que l'une des premières décisions prises par le Parti québécois suite à son élection a été de fermer le bureau du Québec à Edmonton. Le motif évoqué par la ministre péquiste pour justifier cette décision, c'est une question d'argent. Le 30 octobre, les Québécois et les Québécoises ne laisseront pas tomber les francophones hors Québec et c'est pourquoi ils voteront non.

QUESTIONS ORALES

[Français]

LA CAMPAGNE RÉFÉRENDAIRE

M. Michel Gauthier (Roberval, BQ): Monsieur le Président, hier, devant les commissaires industriels du Québec, le ministre des Finances a prononcé un discours apocalyptique en prédisant la perte d'un million d'emplois au lendemain d'un oui, ce qui a indisposé plusieurs personnes de l'auditoire, manifestement mal